

pondance d'un jeune cultivateur compris en 1793 dans la levée en masse et incorporé au bataillon Marat; pendant six mois il fait campagne dans la Basse-Normandie, la Bretagne et le Maine contre les chouans : logé chez des gens du pays, il se fait conduire par eux aux messes dites la nuit par des prêtres insermentés : « Quand on a Dieu pour soi, on ne craint rien, » écrit-il.

Il me semble que, durant ces années de crise, l'âme du paysan ait été déconcertée, désorientée : elle penche d'un côté ou de l'autre, selon les circonstances locales et le souffle du moment, tenue droite quelquefois, cependant, par une éducation plus forte ou une vertu exceptionnelle. D'autres sentiments encore que le sentiment religieux sont soumis à la même épreuve. On voit la vieille probité française succomber à la plus spécieuse des tentations, et de braves gens qui n'auraient pas fait tort d'un écu à leur seigneur ou d'une gerbe au décimateur s'enrichir à leurs dépens en échangeant des assignats sans valeur contre de bonnes terres confisquées. La dépréciation des assignats, tombés presque à rien, donne ouverture à d'autres spéculations, où sombre trop vite la conscience ; comme ils ont cours forcé, on éteint facilement ses dettes par ce moyen. J'ai sous les yeux les pièces d'un procès intenté par deux rusés villageois à l'un de leurs parents pour l'obliger à recevoir en « promesse de mandats territoriaux » le paiement d'une somme d'argent naguère prêtée par lui. Malgré la résistance du malheureux créancier, le tribunal déclare cette offre valable et libératoire, et le condamne à l'accepter.

Mais parfois aussi la conscience prend sa revanche : un cultivateur, à qui une réquisition pour les armées de la République enlève ses quatre meilleurs chevaux, est mis en demeure d'accepter ou le remboursement de leur prix en assignats, ou une belle ferme confisquée sur un émigré, son voisin : il refuse la ferme, prend les assignats, c'est-à-dire qu'il perd à la fois les chevaux et leur prix.

Quand, après quelques années, la tempête s'est calmée, l'âme du paysan retrouve tout son équilibre : nulle part le retour de l'ordre, le rétablissement de la religion, ne sont salués avec plus d'allégresse que dans les campagnes. Alors, simplifiée par la disparition des institutions compliquées de l'Ancien Régime, débarrassée des réquisitions et des emprunts forcés du nouveau, l'existence ancienne reprend son paisible cours. Le paysan recommence à s'enrichir par les voies légitimes, l'épargne, le travail : dans la seconde moitié de ce siècle seulement sa prospérité matérielle se trouvera interrompue par une crise économique qui est loin, hélas ! d'être terminée. Ces belles et honnêtes fortunes rurales que nous avons vues s'édifier entre la fin du XVIII^e siècle et 1789 se construiraient malaisément aujourd'hui. Mais, pour tout le reste, il n'y a guère de différence entre la vie de l'habitant des campagnes autrefois et de nos jours, si ce n'est qu'il voyage par de meilleurs chemins, en voiture plus souvent qu'à cheval, qu'il paie l'impôt au percepteur au lieu de le verser en plusieurs mains, et qu'à sa grande satisfaction, si le fardeau ne s'est pas allégé, les épaules de son voisin en supportent une part égale à la sienne.

Est-il plus instruit qu'il y a cent ans? Les écoles sont plus belles, sinon plus nombreuses, les programmes d'enseignement sont plus complets, la législation scolaire plus minutieuse : il faudrait peu connaître les mœurs rurales pour affirmer que l'assiduité des écoliers est beaucoup plus grande, et que les résultats sont très différents. Pas plus que les idées, les habitudes, les mœurs, la culture elle-même n'a changé : l'industrie agricole ressemble beaucoup à ce qu'elle était il y a cent ans. Si réels qu'aient été ses perfectionnements, ils ne sont pas comparables à ceux qui ont modifié, par exemple, les industries textiles. Une manufacture moderne n'a aucun rapport avec une manufacture du XVIII^e siècle : une ferme normande ou flamande de 1895 ne diffère guère d'une ferme normande ou flamande de 1789. C'est par le paysan que le présent de la province se relie à son passé, et que revit à nos yeux l'ancienne France.

VIII

En regardant le paysan d'aujourd'hui, on pourrait presque oublier l'histoire de tout un siècle, et rêver que la Révolution française n'a pas eu lieu. Bientôt, cependant, la réflexion ramènerait à la vérité des faits. On se poserait même une question d'un ordre tout différent. Étant donné que la condition des paysans avait encore besoin d'être améliorée à la veille de 1789,

les moyens employés par la Révolution précipitèrent-ils ce progrès nécessaire, ou, au contraire, ne furent-ils pas la cause de ses retards, en couvrant de ruines, et par conséquent d'obstacles, la route qui s'ouvrait d'elle-même devant lui?

Pour tout historien philosophe, la loi du progrès se résume en ce mot : transformer sans détruire. Sans doute, plusieurs des institutions de l'Ancien Régime devaient disparaître; mais, en les détruisant violemment, on a détruit du même coup des traditions, des mœurs, qui valaient mieux qu'elles et qu'on n'a pas remplacées. Or ces traditions, ces mœurs, étaient le plus actif et le plus sain agent du progrès : elles disparues, il ne s'est plus fait que lentement, incomplètement, avec d'immenses lacunes. Il a marché, mais comme un voyageur blessé, et qui a perdu la moitié de ses forces.

La Révolution n'a donc pas été le point de départ d'une véritable amélioration sociale : elle fut une solution de continuité, un brisement, dans celle qui s'accomplissait au moment où elle éclata. Elle n'accéléra point le progrès matériel : elle retarda le progrès moral. Pendant un quart de siècle, de 1790 à 1815, le premier demeura suspendu : il ne reprit sa marche qu'au moment où la période aiguë de la Révolution parut terminée. Quant aux forces morales, ressort nécessaire de tout changement fécond, elles sortirent certainement affaiblies d'une crise qui avait bouleversé l'histoire, déraciné les traditions, couvert le sol et les âmes de ruines. Supprimez par la pensée la Révolution : le progrès eût été le même, car il eût con-

tinué à s'avancer d'un pas égal, sans brusques élans, mais sans temps d'arrêt; peut-être eût-il été plus grand, car la France n'eût pas dissipé en vingt-cinq ans d'anarchie et de guerres un immense capital matériel, un plus précieux capital moral. En un mot, la Révolution, pour porter d'elle le jugement le plus indulgent, paraît bien avoir été inutile, ce qui la rend inexcusable, une pareille secousse, qui ébranle pour des siècles le tempérament d'un pays, ne pouvant avoir d'excuse que la nécessité.

Cette conclusion paraîtra peut-être bien solennelle pour les modestes pages qui précèdent; mais elle en résume exactement l'esprit. Sans admirer systématiquement l'Ancien Régime, je vois qu'il se transformait de lui-même au moment où on le brisa. Je recherche quelle était la situation économique, politique, intellectuelle, de la portion du pays sur laquelle il semblait peser le plus lourdement, des campagnes, et je constate que cette situation s'améliorait tous les jours. Je déplore la criminelle violence qui a porté le trouble dans la marche légitime, pacifique, assurée, du progrès social, et, sous prétexte de le hâter, lui a imprimé, au contraire, un brusque arrêt. Je recueille pieusement, comme on relève des blessés et des morts sur un champ de bataille, les traditions vénérables, les saines coutumes, les bons usages qui ont péri dans cette crise, et qu'une transformation régulière et douce eût conservés. Je compare le paysan d'avant la Révolution et le paysan d'aujourd'hui : je les trouve assez semblables; j'essaie de me figurer ce qu'eût été ce dernier s'il était parvenu à l'état social dont il jouit

maintenant, sans perdre aucune des énergies morales qui avaient rempli l'âme de ses pères et donné à l'ancienne France ce caractère de *sincérité* et de *virilité* qu'y reconnaît Tocqueville.